



Travail associatif et handicap : un contre-pouvoir face à l'extrême droite

Marta PINTO

Analyse Esenca 2025



Éditrice responsable : Ouiam MESSAOUDI

Siège social : rue Saint-Jean, 32-38 - 1000 Bruxelles

Accès public : place Saint-Jean, 1 - 1000 Bruxelles • **Contact Center** : 02 515 19 19

Numéro d'entreprise : 0416 539 873 • **RPM** : Bruxelles • **IBAN** : BE81 8778 0287 0124

Tél : 02 515 02 65 • esenca@solidaris.be • www.esenca.be



Avec le soutien de :



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES



Introduction

La montée actuelle de l'extrême droite¹ représente une menace pour les valeurs démocratiques ainsi que pour les droits fondamentaux des groupes historiquement marginalisés. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, plusieurs groupes ont été directement ciblés par le régime nazi : des Juifs, des Roms et Sinti, des personnes en situation de handicap, des personnes LGBTI, d'origine africaine et des résistantes au régime. Par exemple, les personnes en situation de handicap ont été ciblées par l'idéologie nazie à travers le programme Aktion T4², qui visait leur extermination en tant que « vies indignes d'être vécues ». Ce passé souligne à quel point l'idéologie validiste³ est ancrée dans les fondements de l'extrême droite.

L'extrême droite n'est pas une horreur passée, c'est un cauchemar qui se reproduit. Partout dans le monde, on observe son retour en force. Au niveau international, des figures comme le réélu Donald Trump aux États-Unis, Jair Bolsonaro au Brésil et Javier Milei en Argentine illustrent cette vague ultra conservatrice et raciste. En Europe, des partis comme le Rassemblement national en France, Fratelli d'Italia en Italie, le PVV aux Pays-Bas, le Parti de la liberté en Autriche et l'AfD en Allemagne ont enregistré des succès électoraux notables. En Belgique, le nouveau gouvernement dirigé par le conservateur indépendantiste Bart de Wever de la N-VA et l'intégration de candidats d'extrême droite au MR⁴ illustre également cela.

Avec la menace toujours présente de la fin de notre démocratie ainsi que de nos libertés et droits, il est urgent d'agir. Face à cette nouvelle vague d'extrême droite, nous devons doubler nos efforts et notre vigilance pour la contrer et trouver un meilleur moyen de proposer un autre projet de société. Le travail associatif joue un rôle central dans ce combat. Pourtant, l'extrême droite gagne du terrain ! Pourquoi ? En faisons-nous assez ? De quoi les associations ont-elles besoin pour mener ce combat ou pour faire ces actions différemment ? Il semble clair que nous devons comprendre les causes de cette tendance et participer à y mettre un terme.

Cependant, il n'est pas simple de mener ce combat quand l'extrême droite cherche à délégitimer les espaces de réflexion collective. Comment militer, quand son objectif est d'affaiblir la pensée critique pour imposer un narratif raciste, validiste et patriarcal ? Il semble que le travail associatif doit donc non seulement contrer l'extrême droite par la mobilisation et la sensibilisation, mais aussi innover et questionner ses propres pratiques. Avons-nous

¹ Consultez notre analyse pour une définition de l'extrême droite et de ses caractéristiques. Pinto, M. (2024). *Extrême droite et handicap : vers un recul des droits inévitable ?* Esenca. <https://tinyurl.com/42z6dh2f>, consulté le 19/03/2025

² Encyclopédie multimédia de la Shoah. *Programme d'euthanasie et Aktion T4*. <https://tinyurl.com/4dkv6rxt>, consulté le 14/04/2025

³ La notion de « validisme » est un ensemble de discriminations et d'oppressions envers les personnes en situation de handicap, qui valorise et normalise les personnes dites « valides » en marginalisant et excluant celles qui ne le sont pas.

⁴ Revue Politique. (2025). *Tollé général ! L'extrême-droite au MR*. <https://tinyurl.com/22zyxcaw>, consulté le 26/03/2025

besoin d'autres formes de résistance pour des nouvelles alternatives ? Comment éviter une attitude uniquement défensive et proposer une construction de société alternative ? Voici quelques questions auxquelles cette analyse essaiera de répondre.

Le secteur associatif : un contre-pouvoir menacé, mais indispensable

Le secteur associatif joue un rôle essentiel dans la préservation et la promotion des valeurs démocratiques face à la montée de l'extrême droite⁵. Comme le souligne la Tribune du Mouvement associatif française :

« Ce qui nous réunit aujourd'hui au sein de nos associations, c'est un socle de valeurs et de principes partagés qui est incompatible avec l'extrême droite. Là où elle prospère sur le sentiment d'abandon et la peur du déclassement, les associations rassemblent et soutiennent les citoyennes et citoyens. (...) Parce que les associations portent la parole des citoyennes et citoyens là où l'extrême droite voudrait la contenir. Parce que les associations prônent le dialogue là où l'extrême droite se construit sur l'éviction des divergences. Parce que les associations prônent l'ouverture et la tolérance là où l'extrême droite revendique le repli sur soi. Parce que les associations sont des écoles de la démocratie là où l'extrême droite en est le fossoyeur. Les valeurs associatives sont incompatibles avec l'extrême droite.⁶ »

Les associations forment un contre-pouvoir démocratique et idéologique, en s'opposant à la normalisation des idées de l'extrême droite⁷ et en mobilisant les citoyennes et citoyens contre les mesures répressives de certains gouvernements⁸. Dans toute leur diversité, les associations aident les citoyennes et citoyens à accéder à leurs droits et à les exercer. Certaines participent activement à l'élaboration des lois et des politiques, protégeant et défendant ainsi des sociétés démocratiques et inclusives. Parmi elles, les associations de défense des droits des personnes en situation de handicap traduisent concrètement les droits formels de la Convention ONU relative aux droits des personnes handicapées⁹ (CDPH, ratifiée par la Belgique en 2009) en actions de terrain et en cadre légal. Elles jouent un rôle crucial en combattant le validisme, en assurant un accès aux services essentiels et en promouvant une société inclusive et accessible pour toutes et tous. Elles constituent un rempart contre les politiques validistes qui renforcent les inégalités et la marginalisation.

⁵ Carenews. (2024). *Les associations, rempart contre l'abstention et l'extrême droite ? Entretien avec Julien Talpin, directeur de recherche.* <https://tinyurl.com/2mtymbp>, consulté le 26/03/2025

⁶ LDH. (2024). *L'extrême droite, une menace pour l'action associative et citoyenne.* <https://tinyurl.com/8nycac3b>, consulté le 26/03/2025

⁷ L'Avenir. (2024). *Une marche contre l'extrême droite traverse les rues de Bruxelles.* <https://tinyurl.com/mr38b2fa>, consulté le 26/03/2025

⁸ RTBF. (2025). *Manifestation nationale : sur le terrain, l'inquiétude des travailleuses est palpable face aux mesures du gouvernement De Wever.* <https://tinyurl.com/bcrv3zsb>, consulté le 26/03/2025

⁹ Nations Unies. (2006). *Convention relative aux droits des personnes handicapées et Protocole facultatif.* <https://tinyurl.com/5e8abpt7>, consulté le 14/04/2025

Une cible à éliminer...

Comme l'indique l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA), les associations sont un rempart contre l'autoritarisme, mais elles sont de plus en plus sous pression dans l'Union européenne¹⁰ et des cibles pour l'extrême droite, qui cherche à affaiblir les contre-pouvoirs démocratiques. Elles s'affaiblissent par des lois restrictives, un financement insuffisant et à la réduction des espaces de dialogue¹¹. **Pour certains partis de droite et d'extrême droite, le secteur associatif représente un adversaire politique, une voix qui dérange, donc une cible à affaiblir et à éliminer.** Cela entre directement en contradiction avec la CDPH (article 33), qui demande aux États de garantir la participation de la société civile, en particulier les personnes en situation de handicap et leurs organisations représentatives à la mise en œuvre de la Convention ONU¹².

Les attaques contre des institutions publiques comme UNIA¹³ en Belgique montrent comment l'extrême droite cherche à **affaiblir les mécanismes de protection contre les discriminations**. Sous l'actuel gouvernement Arizona, UNIA perd 25 % de ses financements¹⁴. Cette mesure inquiétante risque d'augmenter les discriminations, notamment à l'égard des personnes en situation de handicap et autres groupes vulnérables, déjà confrontées à de nombreuses violations de leurs droits. Ces attaques touchent directement les personnes en situation de handicap, qui comptent sur ces structures pour faire valoir leurs droits stipulés dans la CDPH et la Charte des droits fondamentaux de l'UE¹⁵. Dans la presse comme sur les réseaux sociaux, certaines activités associatives sont directement critiquées par les politiques, comme des carnivals ayant recours à la caricature politique, à des piñatas, etc¹⁶. Pourtant, l'activité associative est indépendante, engagée, critique et jouit d'une liberté d'expression qu'il n'est pas question de remettre en cause.

À l'échelle européenne, la réduction des fonds destinés aux associations de défense des droits humains et critiques des politiques gouvernementales a aussi été signalée, notamment en France, au Royaume-Uni, en Grèce, en Italie, en Pologne et en Hongrie¹⁷. Ces efforts continus pour affaiblir celles et ceux qui défendent la démocratie, la justice sociale et les droits fondamentaux sont très dangereux. Pour contrer cette tendance, la Commission

¹⁰ Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne. (2022). *Protéger l'espace civique dans l'UE*. <https://tinyurl.com/245vn58h>, consulté le 28/03/2025

¹¹ Idem., consulté le 28/03/2025

¹² Nations Unies. (2006). *Convention relative aux droits des personnes handicapées et Protocole facultatif*. <https://tinyurl.com/5e8abpt7>, consulté le 14/04/2025

¹³ Le Soir. (2017). *La N-VA attaque Unia... depuis des années*. <https://tinyurl.com/yhd96rut>, consulté le 27/03/2025

¹⁴ Le Soir. (2025). *Sous l'Arizona, Unia va devoir licencier du personnel*. <https://tinyurl.com/4abthr55>, consulté le 27/03/2025

¹⁵ Parlement européen. (2000). *Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne*. Journal officiel de l'Union européenne C 326/391. <https://tinyurl.com/4f9ypksc>, consulté le 14/04/2025

¹⁶ La Libre. (2025). *Une piñata avec la tête de De Wever, une cible pour jeter des fléchettes sur Bouchez : un centre contre les violences crée la polémique*. <https://tinyurl.com/awwr6m3a>, consulté le 22/04/2025

¹⁷ Human Rights Watch. (2023). *Creeping Civil Society Curbs in Europe Threaten Rights in 2023*. <https://tinyurl.com/5n6wbvjw>, consulté le 27/03/2025

européenne a annoncé l'introduction d'une Stratégie européenne pour la Société Civile¹⁸ au troisième trimestre 2025 pour soutenir, protéger et autonomiser le secteur. Pourtant, cette initiative ne pourra être efficace que si elle s'appuie sur l'engagement citoyen. En effet, la préservation d'un espace associatif libre et d'une société inclusive passe aussi par la contribution de chaque individu, que ce soit en soutenant des associations, en se mobilisant, en interpellant les décideurs politiques, etc.

Comment militer ensemble quand l'extrême droite essaye de nous diviser ?

Pour mieux régner et justifier ses politiques d'exclusion, l'extrême droite utilise des stratégies de division entre différents groupes pour détourner les colères et éviter toute contestation d'un système inégalitaire et d'austérité. Cette stratégie repose sur la création de boucs émissaires. Par exemple, les personnes migrantes sont accusées d'être responsables du sentiment d'insécurité et de la précarisation¹⁹. Les populations les plus vulnérables, notamment les personnes en situation de pauvreté ou de handicap, sont tenues responsables des problèmes de société et des coûts que cela représente. Cette hiérarchisation des vies, considérant certains groupes comme moins « méritants » ou « productifs » à travers des discours qui divisent, renforce leur marginalisation et compromet leurs droits fondamentaux²⁰. En plus, ces discours créent un climat de méfiance et creusent des fossés entre la population au lieu de construire des ponts, compliquant le travail du secteur associatif et la mobilisation citoyenne.

Face à un tel contexte, les associations sont confrontées à un défi majeur : comment reconstruire du lien entre nous pour construire une résistance efficace ? Les associations doivent renforcer une approche intersectionnelle qui lie les luttes contre le racisme, le validisme, le sexisme, l'homophobie, etc. Analysons cela de plus près.

Renforcer les alliances associatives

Face à la montée des discours de stigmatisation et de division, **le secteur associatif doit renouveler ses stratégies militantes pour inclure toutes les populations marginalisées, notamment les personnes en situation de handicap, souvent invisibles dans les combats sociaux et politiques.** Face à ces stratégies de fragmentation de l'extrême droite, **il est essentiel d'adopter une approche intersectionnelle.** Comme le rappelle le professeur Debras :

« Il est nécessaire de construire ensemble un discours alternatif et de créer des ponts au sein de la société civile pour réenchanter et repolitiser certains enjeux et ne pas rester dans une

¹⁸ European Civic Forum. (2025). *In historic decision, European Commission promises strategy to support, protect, and empower civil society*. <https://civic-forum.eu/press/in-historic-decision-european-commission-promises-strategy-to-support-protect-and-empower-civil-society>, consulté le 16/04/2025

¹⁹ Vlaams Belang. (2024). *Vlaanderen weer van ons: Verkiezingsprogramma*. <https://tinyurl.com/45p4sfkd>, consulté le 28/03/2025

²⁰ CLHEE. (2024). *Les personnes handicapées : une minorité menacée par l'extrême droite*. <https://tinyurl.com/mbrzf9xt>, consulté le 02/04/2025

logique passive ou de défense vis-à-vis de certains droits. Il y a un projet à construire ensemble.²¹»

Ce projet collectif ne peut émerger que par le partage des savoirs et des combats. Soralia²² insiste sur l'importance de faire converger les luttes féministes, sociales et antiracistes, en intégrant pleinement les personnes en situation de handicap dans ces dynamiques. Cela implique une transformation des pratiques militantes : sortir d'un fonctionnement en silo et rompre avec les hiérarchies entre causes pour aller vers une convergence des luttes, car elle permet « de faire front commun contre des oppressions parfois très similaires.²³»

Renforcer les alliances entre associations est donc une stratégie d'efficacité ainsi qu'une nécessité pour le maintien de nos démocraties. Cela implique également de travailler en réseau avec le monde académique, politique et médiatique pour augmenter l'impact des actions, de créer un front uni, capable de répondre aux actuels défis et fondé sur les droits humains et l'égalité.

Comme l'illustre une analyse d'Esenca²⁴, une meilleure coordination entre associations permettrait de créer des discours alternatifs puissants, capables de combattre les discours excluants. Cette co-construction d'un projet de vie alternatif passe par l'application du principe « rien sur nous sans nous », avec la participation active des personnes en situation de handicap dans toutes les luttes qui traversent notre société.

Les associations jouent déjà un rôle crucial dans la défense des droits et la création d'une société plus juste et inclusive. Pourtant, l'accélération des attaques contre les droits fondamentaux, la montée des politiques et discours autoritaires nous imposent collectivement à aller encore plus loin et à réorganiser nos pratiques, de renforcer les coopérations existantes et d'élargir les alliances. Cela ne remet pas en question le travail déjà accompli. Au contraire, c'est une manière de renforcer le travail des associations, et d'être un contre-pouvoir efficace à la montée de l'extrême droite et à la défense des droits humains de toutes et tous.

Un travail de déconstruction

Selon le professeur Debras, l'extrême droite adapte son langage pour contourner la censure : elle remplace les termes raciaux par des notions plus acceptables comme « cultures » ou « religions », et reformule la haine comme une « protection de soi »²⁵. Ses discours s'adaptent également pour reprendre certaines luttes pour légitimer leur agenda politique. Par exemple,

²¹ Delperdange, L. (2025). *Les nouveaux terrains de l'extrême droite. Décryptage (Interview de François Debras)*. Magazine Contrastes, 2025, n.226, page 12. Equipes Populaires. <https://tinyurl.com/3dxa7c69>, consulté le 02/04/2025

²² Soralia. (2023). *Femmes Plurielles*. N. 84, Décembre 2023. <https://tinyurl.com/nhka95cj>, consulté le 15/04/2025

²³ Ibid., page 10, consulté le 15/04/2025

²⁴ De Wispelaere, N. (2024). *Handicap et pauvreté : à la croisée des luttes*. <https://tinyurl.com/yfp4uwsz>, consulté le 15/04/2025

²⁵ Delperdange, L. (2025). *Les nouveaux terrains de l'extrême droite. Décryptage (Interview de François Debras)*. Magazine Contrastes, 2025, n.226. Equipes Populaires. <https://tinyurl.com/3dxa7c69>, consulté le 04/04/2025

des groupes d'extrême droite adoptent parfois un discours féministe ou sur la défense de la femme (blanche Européenne) contre le « méchant » immigré (discours anti-migration)²⁶. Ce « nouveau » langage présente certaines exclusions comme des protections, via un féminisme de façade.

Les discours renouvelés de l'extrême droite conduisent à une normalisation croissante de ses partis²⁷. Les médias jouent un rôle important dans ce processus. En donnant une visibilité disproportionnée aux représentantes et représentants d'extrême droite, ils participent à la diffusion de leurs idées²⁸, qui malgré tout, se propagent au sein des partis traditionnels²⁹. Ce type de comportement met en question le « cordon sanitaire médiatique³⁰ » et rend le combat associatif (mais pas uniquement) plus difficile.

Alors, comment déconstruire des discours qui se diffusent bien au-delà de l'extrême droite ? Il faut impérativement décortiquer ces nouveaux narratifs basés sur des discours apparemment « sociaux » et exposer les vrais propos d'exclusion qu'ils camouflent. Les associations ont la capacité de déconstruire ces méthodes de manipulation du langage en créant des contre-discours accessibles à travers des vidéos, des campagnes d'affichage, etc.³¹

Combattre les discours de l'extrême droite, c'est aussi s'attaquer à la désinformation massive qu'elle propage. Une étude³² démontre que ces partis sont les plus actifs dans la diffusion de « fake news³³ » surtout dans les réseaux sociaux, bien plus que les partis traditionnels ou d'extrême gauche. Ce n'est pas un hasard ; **les « fake news » et la désinformation sont leurs outils pour simplifier des enjeux complexes, réduire la réalité à des oppositions binaires, et imposer des solutions simplistes et séduisantes**. Ces outils peuvent également renforcer la peur, la méfiance et la haine envers les boucs émissaires créés par ces partis. Pire encore, les partis d'extrême droite et leurs alliés disposent de budgets énormes pour disséminer ces

²⁶ Demaret, A. (2025). « Fémonationalisme » ou le féminisme opportuniste. Magazine Contrastes, 2025, n.226. Equipes Populaires. <https://tinyurl.com/wmxyszu8>, consulté le 09/04/2025

²⁷ Ivaldi, G. (2023). *L'extrême-droite européenne est-elle en voie de normalisation ?* Note Le Baromètre de la confiance politique, Sciences Po CEVIPOF, vague 14, mars 2023. <https://tinyurl.com/29ncmn2a>, consulté le 10/04/2025

²⁸ Ce type de comportement met en question le « cordon sanitaire », principe visant à isoler politiquement l'extrême droite en refusant toute alliance avec elle.

²⁹ Deswaef, A. (2015). *2014, l'année où les droits ont craqué*. Revue Nouvelle, numéro 2 – 2015. <https://tinyurl.com/33sanweb>, consulté le 19/03/2025

³⁰ Principe qui empêche l'extrême droite de s'exprimer en direct dans les médias. Le but est « d'éviter que des propos de nature ouvertement racistes, xénophobes, sexistes, misogynes ou homophobes puissent être tenus en direct sur différents canaux, radios et TV, et d'éviter une contamination des idées d'extrême droite dans la société ». Source : RTBF. (2025). *Le cordon sanitaire médiatique est-il un outil de censure ? Un expert répond « Sur le fond' »*. <https://tinyurl.com/43rb7mpa>, consulté le 10/04/2025

³¹ Voici quelques exemples d'initiatives : Friedrich Ebert Stiftung. *Comment démonter les arguments d'extrême droite. Guide et conseils pratiques*. <https://tinyurl.com/32ubb8y3>, LDH France. (2024). *Conférence-débat : Extrême droite : une idéologie à déconstruire*. <https://tinyurl.com/2xy6ea8w>, consulté le 09/04/2025

³² Törnberg, P., Chueri, J. (2025). *When do parties lie? Misinformation and radical-right populism across 26 countries*. The International Journal of Press/Politics, 0(0). <https://tinyurl.com/4t9mnvdx>, consulté le 09/04/2025

³³ Le terme en anglais « fake news » (ou « fausses nouvelles » en français) sont des informations délibérément fausses ou trompeuses pour influencer l'opinion publique.

informations sur les réseaux sociaux. Selon une enquête³⁴, les partis belges ont dépensé près de 1,7 million d’euros en publicité sur les réseaux sociaux en 2024 — avec en tête la N-VA, le Vlaams Belang et le MR. Cela représente des montants face auxquels les associations ne peuvent pas rivaliser.

Face à cela, le travail associatif qui s’appuie sur la nuance, la réflexion et le temps long se trouve en difficulté. Comment combattre cela, quand une partie de la population n’a plus l’énergie, la disponibilité ou l’envie d’entrer dans cette complexité ?

Renforcer une présence médiatique et numérique

Le travail de déconstruction des discours de l’extrême droite doit continuer dans l’espace médiatique. Actuellement, cet espace est profondément déséquilibré. Les discours simplistes de l’extrême droite y occupent une place importante. Comme le souligne la Fondation Heinrich Böll³⁵, ce déséquilibre est accentué par des relations compromettantes entre certains médias et les partis d’extrême droite, qui bénéficient ainsi d’une énorme exposition.

Dans ce contexte, les associations, y compris celles qui défendent les droits des personnes en situation de handicap, peinent à se faire entendre³⁶. Pour contrer cette dynamique, **elles doivent investir leur présence dans les médias et sur les réseaux sociaux, pour rendre visibles leurs luttes, déconstruire les mensonges de l’extrême droite et offrir des discours alternatifs.** Pour maximiser l’impact de ces discours alternatifs et de la présence associative, **il faut garantir que l’information est accessible à toutes et à tous**, notamment aux personnes en situation de handicap. Les médias ont le devoir d’ouvrir leurs portes aux discours moins simplistes et binaires que ceux de la droite/extrême droite ; inviter les associations sur les plateaux, dans les articles, pour faire vivre cette autre parole.

Le partenariat associatif avec les médias en tant que contre-pouvoir est indispensable pour redonner de la place à des voix critiques³⁷. Comme l’indique Cas Mudde³⁸ :

« Plus que jamais, nous avons désespérément besoin de médias qui comprennent et reconnaissent la menace que constitue l’extrême droite pour la démocratie libérale, et qui abordent cette question de manière informée et critique. »

Il ne suffit donc plus de pratiquer la vérification des faits. Il faut interroger le fond idéologique des discours, dénoncer les mécanismes de discrimination, et refuser la fausse neutralité des idéologies qui stigmatisent des groupes vulnérables tels que les personnes en situation de handicap.

³⁴ RTBF. (2025). 1700 euros par heure : les dépenses records des partis belges en pub sur les réseaux sociaux en 2024. <https://tinyurl.com/yddvzcak>, consulté le 23/04/2025

³⁵ Cas, M. (2024). *La relation compromettante entre les médias et l’extrême droite*. Heinrich Böll Stiftung. <https://tinyurl.com/2pt7kcfh>, consulté le 15/04/2025

³⁶ Ibid., consulté le 15/04/2025

³⁷ RTBF. (2025). *Salomé Saqué à ses collègues journalistes : "Il n’y a pas de neutralité face à l’extrême droite"*. <https://tinyurl.com/45adnnmd>, consulté le 11/04/2025

³⁸ Cas, M. (2024). *La relation compromettante entre les médias et l’extrême droite*. Heinrich Böll Stiftung. <https://tinyurl.com/2pt7kcfh>, consulté le 11/04/2025

Conclusion

Face à la montée de l'extrême droite, le secteur associatif, y compris les organisations qui défendent les droits des personnes en situation de handicap, doivent non seulement résister et dénoncer, mais aussi continuer à construire des alternatives de projets de société basées sur les droits humains, l'inclusion, la solidarité et l'accessibilité.

Dans ce contexte, la Convention ONU relative aux droits des personnes handicapées (CDPH), est un **outil légal et politique incontournable** pour construire une société plus équitable en exigeant aux États qu'ils garantissent l'inclusion des groupes les plus vulnérables, comme les personnes en situation de handicap.

Le combat contre l'extrême droite exige une transformation et innovation de nos pratiques associatives. Cela implique un travail de (re) construction d'une vision alternative de société où l'égalité, l'inclusion et l'accessibilité ne se négocient pas, mais un droit respecté. Ce combat est aussi un engagement contre le validisme, le sexisme, l'homophobie, le racisme, les inégalités sociales, etc.

Pour concrétiser ce projet de société commun, nous devons renforcer nos alliances et converger nos combats. Aujourd'hui plus que jamais, il nous faut faire un front uni contre l'extrême droite, mais aussi pour une société plus démocratique et inclusive pour toutes et tous. Cette vision partagée est notre plus grande force comme contre-pouvoir pour toutes formes de politiques et d'idéologies validistes, d'exclusion et autoritaires.

Même si cette transversalité est une stratégie puissante, elle ne doit pas effacer les spécificités ni les besoins de chaque lutte. Les personnes en situation de handicap ont des spécificités, et elles doivent pouvoir être relayées également dans l'espace public et médiatique de manière isolée. C'est pour cela que des structures comme les conseils consultatifs handicap existent, pour garantir que ces enjeux spécifiques aient une place dans le débat public. L'unité face à l'extrême droite est une force, mais elle doit toujours respecter la diversité des réalités de chacune et de chacun.

Pour citer cette production

PINTO, Marta (2025). « Travail associatif et handicap : un contre-pouvoir face à l'extrême droite », Analyse Éducation Permanente, Esenca.

URL : www.Esenca.be

Esenca

Esenca - anciennement ASPH, Association Socialiste de la Personne Handicapée – défend toutes les personnes en situation de handicap, atteintes de maladie grave, chronique ou invalidante.

Véritable syndicat des personnes en situation de handicap depuis plus de 100 ans, Esenca agit concrètement pour **faire valoir les droits de ces personnes** : lobbying politique, lutte contre toutes formes de discriminations, campagnes de sensibilisations, services d'aide et d'écoute, apport et partage d'expertise pour construire une société toujours plus inclusive, etc.

Nos missions, services et actions

- Conseiller, accompagner et défendre les personnes en situation de handicap, leur famille et leur entourage
- Militer pour plus de justice sociale
- Informer et sensibiliser le plus largement possible sur les handicaps et les maladies graves et invalidantes
- Informer le public sur toutes les matières qui le concernent
- Promouvoir l'accessibilité et l'inclusion dans tous les domaines de la vie
- Lobbying et plaidoyer politique via de nombreux mandats

Un contact center

Pour toute question sur le handicap ou les maladies graves et invalidantes, composez le **02 515 19 19** du lundi au vendredi de 8h à 12h. Il s'agit d'un service gratuit et ouvert à toutes et tous.

Handydroit®

Service de défense en justice auprès des juridictions du Tribunal du Travail. Handydroit® est compétent pour les matières liées aux allocations aux personnes handicapées, aux allocations familiales majorées, aux reconnaissances médicales, aux décisions de remise au travail et aux interventions octroyées par les Fonds régionaux.

Handyprotection

Pour toute personne en situation de handicap ou de maladie grave et invalidante, Esenca dispose d'un service technique spécialisé dans le conseil, la guidance et l'investigation dans le cadre des législations de protection de la personne en situation de handicap.

Cellule Anti-discrimination

Esenca identifie les situations de discriminations relatives au handicap et en assure le suivi : écoute, interpellations, médiation, recherche de solutions avec la personne concernée, etc.

Esenca est par ailleurs reconnu point d'appui UNIA en ce qui concerne les situations discriminantes liées au « critère protégé » du handicap. Cela veut dire qu'Esenca peut introduire un signalement directement auprès d'Unia à la demande d'une personne. Votre employeur refuse de mettre en place les aménagements de travail recommandés par votre médecin ? Votre enfant rencontre des difficultés au sein de son école pour bénéficier d'adaptations nécessaires lors des contrôles ou des examens ? Votre administration communale ne donne pas de suite favorable à votre demande d'emplacement de parking PMR ? N'hésitez pas à prendre contact avec la cellule anti-discrimination. Elle investiguera la situation et si cela s'avère nécessaire et avec votre accord, signalera la situation à UNIA. La cellule anti-discrimination peut alors vous aider à faire parvenir tous les éléments dont auront besoin les services d'Unia afin de procéder à l'analyse de votre dossier.

Handyaccessible

Notre association dispose d'un service en accessibilité compétent pour :

- Effectuer des visites de bâtiments et de sites et proposer des aménagements adaptés
- Analyser des plans et vérifier si les réglementations régionales sont respectées
- Auditer les événements et bâtiments selon les critères d'usages « Access-i » et délivrer une certification
- Proposer un suivi des travaux pour la mise en œuvre de l'accessibilité

Un travail d'information, de communication et d'interpellations

Au quotidien, Esenca communique via de nombreux canaux pour favoriser la connaissance des droits fondamentaux dont celui de l'accès à l'information, la sensibilisation et la diffusion d'informations liées au secteur du handicap : newsletter, guides et brochures, périodique Handyalogue, réseaux sociaux, contribution à la presse associative, communiqués de presse, etc. Le magazine Handyalogue propose par ailleurs une déclinaison de l'ensemble des articles en Facile à Lire à et Comprendre (FALC).

Notre association exerce activement de très nombreux mandats à différents niveaux de pouvoir sur l'ensemble du territoire afin de pleinement exercer le rôle d'interpellation, de veille et de participation à la construction d'une société inclusive, solidaire et accessible.

Une reconnaissance en Éducation Permanente

Dans le cadre d'une reconnaissance en Éducation Permanente, Esenca réalise chaque année de nombreuses analyses, études et recherches participatives. Celles-ci ont pour vocation d'alimenter la réflexion autour de questions en lien avec le handicap qui traversent notre société, son fonctionnement et ses évolutions. Des campagnes de sensibilisation et de communication ainsi que de nombreuses actions s'organisent également chaque année.

Un label communal : Handycity®

Handycity® est un label visant à encourager les communes tant à Bruxelles qu'en Région wallonne qui travaillent l'inclusion des personnes en situation de handicap dans leurs différentes compétences transversales.

Chaque initiative, petite ou grande, peut contribuer à l'amélioration de la qualité de vie des personnes en situation de handicap et de tout un chacun.

Dans ce processus, Esenca s'adapte aux réalités des communes tant qu'elles veillent à incorporer, avec un soin particulier, une dimension handicap dans les différents projets concernant l'ensemble de la population.

Handycity® est une reconnaissance du travail accompli par les communes pour leurs actions inclusives. Il est remis (ou non) **tous les 6 ans** aux communes signataires de la Charte qui ont introduit un pré-bilan à mi-mandat et leur candidature au Label.

Des formations

Les **formations** que nous proposons couvrent de **nombreux domaines** : accessibilité, législation, anti-discrimination, troubles cognitifs, rédaction en Facile À Lire et à Comprendre et sensibilisations aux handicaps.

Ces formations sont en grande partie **dispensées par les collaboratrices Esenca, expertes et passionnées par leurs métiers**. Parce que les éléments théoriques n'ont de sens qu'en lien avec votre pratique, nous vous proposons un **contenu adapté à vos réalités** et adaptons le contenu des formations à vos demandes et attentes spécifiques.

Nos **formations sont dispensées à Bruxelles et en Région wallonne**. Nous pouvons également dispenser ces formations **au sein de vos structures** et à la demande.

Esenca sur le terrain en Fédération Wallonie-Bruxelles

Esenca est une association présente sur l'ensemble du territoire de la FWB. Les entités territoriales sont les suivantes : Brabant, Brabant Wallon, Centre, Charleroi et Soignies, Liège, Luxembourg, Mons Wallonie picarde et Namur.

Contact

Tél : 02 515 02 65 • www.esenca.be • esenca@solidaris.be



POUR UNE SOCIÉTÉ INCLUSIVE, SOLIDAIRE ET ACCESSIBLE